



## Communiqué de presse

### **OUI au développement de l'agriculture et du secteur agroalimentaire**

*Un OUI le 24 septembre permet de poursuivre dans la voie vers plus de marché et de durabilité. La modification de la Constitution proposée est une preuve de confiance et un encouragement pour tout le secteur agricole et agroalimentaire. Toutes les forces qui souhaitent rapprocher la production, la nature, le commerce et la consommation peuvent se sentir soutenues. Maintenir le cap de la politique agricole actuelle et ne pas revenir en arrière : le temps des incitations publiques à la production nuisibles est ainsi définitivement révolu. Le marché, l'environnement et les caisses fédérales en bénéficient.*

Les agricultrices et agriculteurs peuvent se réjouir d'une meilleure intégration dans la Constitution et donc dans toute la société. Cela permet la poursuite d'une politique agricole constructive. Seule une politique agricole qui aborde ouvertement les relations avec l'étranger, avec les agricultrices et les agriculteurs du sud (plus de durabilité dans le commerce) et le lien avec les consommateurs et le marché est une politique réaliste et crédible.

Le comité du OUI se présente sous le titre de « Développement ». Cela signifie de prendre en compte de manière plus ciblée qu'aujourd'hui les déficits dans la création de valeur, dans la dépendance envers l'étranger, dans la compétitivité (coûts élevés) ainsi qu'au niveau de l'environnement, de la biodiversité et du bien-être des animaux. Le comité ne voit pas cela comme une critique du travail des agricultrices et agriculteurs suisses engagés mais comme un encouragement permettant à tout le secteur de s'améliorer, notamment via la politique agricole 2022+.

#### **Citations et contacts**

*« Davantage de marché – moins d'état dans la réglementation des prix et des quantités : cette orientation de la politique agricole a aussi fait ses preuves du point de vue des consommateurs. Cela doit continuer ainsi. »*

**Sara Stalder, directrice Fondation pour la protection des consommateurs; 078 710 27 13**

*« Les régions de montagne ont profité de la récente évolution de la politique agricole. Un OUI permettra de renforcer les modalités différenciées et liées aux prestations des paiements directs. »*

**Jürg Grossen, conseiller national PVL, 079 444 94 65**

*« Un OUI le 24 septembre permet de poursuivre dans la voie vers plus de marché et de durabilité. »*

**Beat Jans, conseiller national, vice-président du PS Suisse, membre de la CER; 076 346 86 43**

*« Un OUI nous encourage, nous les petits paysans, à davantage de diversité dans nos exploitations agricoles et davantage de prestations pour la nature. »*

**Regina Fuhrer, agricultrice, présidente Association des petits paysans; 079 723 80 59**

Equilibre entre nature, commerce et consommation



24 septembre 2017

sécurité alimentaire

**Oui**

**Conférence de presse  
„OUI au développement de  
l'agriculture et du secteur agroali-  
mentaire“,  
Berne, 22 août 2017**

*« Il n'y a pas de libéralisation du commerce international possible s'il n'est pas équitable. »*

**Robert Cramer, conseiller aux Etats Les Verts; 079 250 05 00**

*« Des ouvertures plus grandes des marchés agricoles doivent être possibles. C'est pourquoi je dis OUI à la modification de la Constitution. »*

**Matthias Jauslin, conseiller national PLR ; 079 402 29 81**